



## LES DESSOUS DU JEU CHINOIS AU MOYEN-ORIENT

Mohamed Fadhel TROUDI\*

---

LA DÉCOMPOSITION DE L'EX-EMPIRE SOVIÉTIQUE, la désagrégation des idéologies laïques qui ont structuré le monde depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'échec des processus de modernisation intensive et autoritaire, l'extrême difficulté à construire des Etats nations autour de valeurs citoyennes transcendant les tribalismes et les identitarismes d'exclusion, ont provoqué une crise de situation ouverte, elle-même radicalisée par l'intervention de la puissance américaine notamment en Irak, cette dernière s'impose comme la seule puissance militaire du moment et prétend disposer du contrôle stratégique de cette région, première réserve mondiale du pétrole. C'est ici l'un des fondements de la politique étrangère américaine : le contrôle des ressources énergétiques du Moyen-Orient.

Cette réalité doit être comprise dans le sens qui lui a été donné par Georges Kennan, juste après la guerre quand il faisait remarquer que si les Etats-Unis contrôlaient les ressources du Moyen-Orient, les disposaient d'un veto sur leurs rivaux industrialisés. Il visait spécialement le Japon mais aujourd'hui c'est devenu général et la Chine est dans le collimateur.

Dans ce contexte de collusion d'intérêts et d'actions entremêlées de plusieurs pays, Etats-Unis, Israël, Russie, Turquie, Arabie saoudite, Etats du Golfe arabe, Inde, Pakistan et aussi Chine, l'émergence de cette dernière est l'un des événements majeurs de la fin de ce siècle. Ce géant si prometteur considéré souvent comme la nouvelle puissance mondiale du XXI<sup>e</sup> siècle, en effet outre l'aspect humain (1,3 milliard d'habitants et un PNB d'environ 9 % annuellement depuis 2005), la Chine dispose de l'armée la plus puissante de l'Asie orientale mais aussi la plus importante au monde (4 millions de soldats), longtemps handicapée par un équipement obsolète, elle est actuellement dans une phase de modernisation par le développement d'un programme spatiale et d'une puissance nucléaire, qui tend à en faire un concurrent sérieux pour les Etats-Unis en Asie et peut être demain au Moyen-Orient.

Les traits généraux de la politique étrangère chinoise sont déterminés par plusieurs enjeux. Tout d'abord le problème de l'île de Taïwan, la Chine cherche à récupérer l'entière souveraineté sur ce territoire dont les Etats-Unis cherchent à sauvegarder l'indépendance ce qui, lui confère des relations de rivalité avec la Chine et dans une moindre mesure avec l'Union européenne.

La volonté chinoise de domination sur l'Asie orientale est confrontée à de nombreuses résistances : l'isolationnisme nord-coréen, les conflits territoriaux avec le Japon, Taïwan, le Viêtnam et les Philippines au sujet de certains archipels de la mer de Chine.

Néanmoins, l'enjeu principal de la politique étrangère chinoise demeure la poursuite de l'expansion économique qui implique de s'assurer des disponibilités en matières premières. En effet, ce pays est devenu depuis 1993, un importateur net de pétrole notamment du Moyen-Orient. Cette dépendance pousse aujourd'hui la Chine à sortir de sa « chasse gardée » traditionnelle (l'Asie orientale) pour se tourner vers l'Afrique (1) et aussi vers le monde arabe et spécialement vers le Moyen-Orient. Il convient de voir quels sont les dessous du jeu chinois au Moyen Orient, les conséquences géopolitiques du rapprochement sino-arabe, d'analyser comment à terme la politique chinoise dans la région pourrait s'opposer aux stratégies américaines notamment grâce au rapprochement sino-iranien et irano-russe. Sans oublier la position constante de la Chine sur la question du conflit israélo-palestinien.

En Afrique, la percée chinoise a été conduite sous la bannière diplomatique du « développement pacifique », doctrine élaborée sous la direction de Hu pour réfuter les accusations des Etats-Unis, du Japon et même des pays européens selon lesquelles l'émergence économique de la Chine représenterait une menace pour ces pays en tête desquels les Etats-Unis. Il est vrai que tout en poursuivant tranquillement ses intérêts économiques internationaux, la Chine s'efforce d'éviter les confrontations avec les grandes puissances notamment les Etats-Unis.

C'est cette même politique tranquille mais non moins déterminée que poursuit la Chine au Moyen-Orient. La décision de la Chine d'envoyer 1000 soldats au Sud Liban pour intégrer les forces de l'ONU est le dernier exemple de l'implication grandissante de Pékin au Moyen-Orient. Ce sera la plus grande mission de « maintien de la paix » de la Chine depuis qu'elle a été impliquée dans une opération de l'ONU pour la première fois à la fin des années 1980.

Sa première force de « maintien de la paix » au Moyen-Orient remonte en effet à l'invasion israélienne du Liban en 1982, la Chine avait en effet envoyé 180 observateurs. Pour la géostratégie chinoise, l'importance du Moyen-Orient dans le monde est aussi croissante. La Chine cherche de nouveaux alliés régionaux parce qu'elle tient à poursuivre ses objectifs stratégiques : obtenir un accès privilégié aux plus importantes réserves de pétrole, trouver de nouveaux marchés pour ses produits et sa technologie et rivaliser bien évidemment avec les Etats-Unis pour la suprématie stratégique. G. Bush avait reconnu lui même avant les événements tragiques du 11 septembre, je cite, que la : « Chine n'était plus un allié tactique mais bel et bien un concurrent stratégique ». Si la guerre actuelle en Irak masque cette opposition latente, le XXI<sup>e</sup> siècle débutant n'en sera pas moins occupé par l'inévitable affrontement qui se prépare entre ces deux puissances. Leurs intérêts se manifestent aujourd'hui jusqu'à dans des pays africains comme en Cote d'Ivoire, au Soudan, au Nigéria ou encore en Algérie.

S'agissant de la région moyen-orientale, objet de notre étude, il convient d'analyser le rôle que jouera l'Iran dans ce duel. Mais aussi l'Arabie saoudite et examiner enfin la politique palestinienne de la Chine comme son impact sur ses relations internationales notamment avec les Etats-Unis. L'Iran semble être le meilleur allié dans une telle perspective, ce qui explique que les relations stratégiques entre les deux pays, se soient fortement développées au cours des dernières années.

### **Pour la Chine, l'Iran est une clef d'accès au Moyen-Orient**

Etant confrontée à une agitation interne grandissante de la population, en raison de la montée du chômage et de l'inégalité sociale, la Chine ne peut se permettre le moindre ralentissement de sa croissance économique. Elle est par conséquent forcée d'étendre sa production et donc d'accéder à de nouvelles sources de matières premières, surtout de pétrole et à de nouveaux marchés. En effet, les relations économiques sino-iraniennes se prolongent au-delà du gaz et du pétrole. Pékin n'est pas seulement intéressé par l'exploitation des réserves iraniennes de pétrole et du gaz, la Chine veut également développer la présence de ses sociétés sur le marché iranien, vierge ou presque de toute présence étrangère depuis que le pays a été mis sous embargo vis-à-vis de l'Occident et des Etats-Unis. Pour toutes ses raisons nous pensons qu'inévitablement et en dépit de sa diplomatie de « développement pacifique », la Chine est appelée à entrer en conflit que ce soit en Afrique, au Moyen-

Orient ou en Amérique latine, avec les Etats-Unis et accessoirement avec le Japon et les puissances européennes. Qu'en est-il du rapprochement sino-iranien ? Pourquoi la Chine tente-t-elle de s'attirer les faveurs de l'Iran ?

La Chine importatrice nette de pétrole (2), s'est imposée en quelques années comme un partenaire central pour l'Iran. Les deux républiques, l'une islamique, l'autre populaire, ont joué la carte du commerce bilatéral (9,5 milliards de dollars en 2005). En développant ainsi ses liens économiques avec Pékin, le régime iranien a aussi cherché à s'assurer le soutien politique et diplomatique de la Chine. C'est pas un hasard si l'Empire du milieu mais aussi la Russie restent réticentes à toute forme de sanctions à l'encontre de l'Iran. La raison est bien évidemment à chercher dans les accords militaires, commerciaux ou stratégiques qui nouent la république islamique à ses partenaires russes et chinois. Une coopération renforcée qui ne peut pas plaire aux Etats-Unis. La Chine considère sa relation avec l'Iran comme une relation stratégique d'une importance capitale pour ses besoins en développement. Elle a besoin de l'énergie de l'Iran, la deuxième réserve mondiale de gaz et la troisième réserve mondiale en pétrole. L'Iran apparaît comme la cible idéale d'une stratégie d'ouverture tout azimut de la Chine : ce pays pourrait représenter une source primordiale d'énergie pour le développement et la modernisation de la Chine.

Témoin de cette solide relation sino-iranienne, un vieux projet de construction de 25 raffineries en Chine du temps du Shah en 1975 a été ravivé en septembre dernier, dans le cadre de la nouvelle politique orientée vers l'Est du président iranien Ahmadinejad. Par ailleurs l'Iran n'est-il pas devenu depuis la fin 2004 (signature d'un accord pétrolier inédit d'une durée de 30 ans), le premier fournisseur gazier et pétrolier de la Chine ? Vu les besoins actuels et futurs de Pékin en matière énergétique, il n'est pas acceptable pour la Chine qu'un Etat comme l'Iran possédant la deuxième réserve d'or noir tombe dans la sphère américaine. D'ailleurs c'est cette évidence qui donne les moyens à Téhéran de négocier la tête haute avec les Européens et de rejeter totalement les ingérences américaines dans ses affaires intérieures.

La Chine cherche à renforcer ses liens avec l'Iran et ancrer sa présence en Asie centrale dans le but d'avoir accès aux ressources énergétiques de la région de la Caspienne. En tablant sur l'énergie provenant de la région de la Caspienne, la Chine cherche à diminuer sa dépendance à l'égard des importations de pétrole par la mer depuis les pays arabes du golfe Persique, sécurisant ainsi le flux ininterrompu de pétrole dont elle a cruellement besoin.

La Chine profite des opportunités qui s'offrent dans les pays où la présence des grandes puissances est faible, comme au Soudan, en Angola et en Syrie. Dans cette stratégie, Téhéran occupe une place de choix en raison de ces grandes capacités énergétiques et aussi de son influence géopolitique, d'autant plus que la grande compagnie chinoise de production de carburant CNPC (China National Petroleum Corporation), présente en Irak avant l'invasion américaine, en a été expulsée par les Américains.

En effet, Pékin voit en Téhéran un instrument géopolitique pour combattre l'influence américaine au Moyen-Orient, même si cette rivalité n'apparaît pas comme une concurrence ouverte ou frontale. La position chinoise sur le dossier nucléaire iranien notamment par la dénonciation par la Chine de la « politisation » de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, les refus chinois et russe de sanctions à l'égard à l'Iran, le rejet d'une solution militaire au problème nucléaire iranien, la vente d'armes chinoises et de technologie militaire à Téhéran (on soupçonne même que les missiles iraniens soient dérivés des missiles chinois) sont autant d'indicateurs des bons rapports sino-iraniens.

Ce n'est plus un hasard, si l'Iran a rejoint l'Organisation de coopération de Shanghai (3) en tant qu'observateur. Pékin sait que l'Iran jouit d'une puissance stratégique majeure sur l'échiquier planétaire. Par conséquent, celui qui le contrôlera aura un avantage sur les autres mais surtout et en même temps celui qui en sera privé de ce contrôle sera affaibli. La position chinoise sur l'Iran est comparable à celle sur la Corée du Nord : soutenir des Etats-tampons dont le rôle est d'éviter l'encerclement de la Chine tout en poussant les Etats-Unis dans une fuite en avant ruineuse et risquée à même de braquer l'opinion publique américaine contre ses dirigeants néoconservateurs.

### **Des atouts iraniens qui peuvent jouer en faveur de la Chine**

En effet, les atouts de l'Iran sont nombreux. Sur le plan local, les réformistes sont quasiment éliminés, permettant à une nouvelle génération de radicaux de contrôler tous les leviers du pouvoir, même si des luttes internes pour le pouvoir existent. Les revenus pétroliers ont atteint un niveau record, permettant au nouveau président d'acheter le soutien populaire et en dépit de l'hétérogénéité sociale et politique du pays, le « nationalisme nucléaire » est un élément de ralliement de la

nation qui minimise les clivages sociaux et politiques et renforce l'image d'un pays uni à l'extérieur.

Sur le plan régional, les seules puissances capables de concurrencer l'hégémonie iranienne sont si non-hors de course du moins en situation difficile pour envisager une opposition politique et stratégique à Téhéran. La Turquie a décidé de devenir européenne et ne souhaite pas s'enliser dans les méandres meurtriers de la politique moyen-orientale. Elle consacre ses efforts à la surveillance de ses frontières et à empêcher les velléités indépendantistes kurdes. Quant à l'Égypte, elle se dirige vers une période d'instabilité intérieure surtout après la percée politique formidable des frères musulmans lors des dernières élections législatives.

S'agissant de la Syrie, isolée et terrifiée de l'éventualité d'une intervention américaine à la manière irakienne, est devenue encore plus dépendante du soutien iranien, sans oublier l'excellente carte libanaise aux mains des Iraniens représentée par le Hezbollah sur qui pèse l'influence iranienne, ce qui n'est plus un secret pour personne.

Sur le plan international, les Etats-Unis semblent engluées et pour longtemps dans le « borbier » irakien et ne savent plus comment en sortir. En outre la réapparition voire le retour des talibans sur la scène afghane et la résistance qui s'organise contre la présence américaine et étrangère dans le pays, en rajoutent aux difficultés américaines dans la région.

Sur le volet du conflit israélo-palestinien, l'Iran apparaît aujourd'hui comme le principal soutien des mouvements de la résistance palestinienne à l'occupation israélienne après que les pays arabes se sont résolus à accepter ce qu'ils appellent le « choix stratégique de la paix » avec l'Etat hébreu. De ce point de vue, Téhéran apparaît comme la seule puissance capable de résister à Israël.

L'Iran espère également exhumer le mouvement moribond des non-alignés, pour l'utiliser comme un forum anti-américain, avec l'aide du président du Venezuela Hugo Chavez qui excelle dans son opposition aux projets américains non seulement en Amérique latine mais partout dans le monde. Sans oublier la faiblesse de l'Union européenne qui n'a pas pu ni répondre ni s'opposer aux projets américains notamment celui du Nouveau Moyen-Orient « NMO », ayant pour objectif de redessiner la carte géopolitique et géostratégique de la région toute entière.

La stratégie militaire iranienne va dans le même sens et se développe en plusieurs directions : se rapprocher du nucléaire militaire, ce qui finira par se produire ; développer des armements de frappe à longue portée (missiles Badr 1, 2 et 3), maintenir sur pied de guerre une défense militaire et civile importante, s'articuler enfin sur les forces chiites en Irak ce qui exclue toute solution du conflit irakien sans l'accord de l'Iran.

En effet, l'Iran aujourd'hui fait mieux que résister, il va jusqu'à chercher la confrontation avec les Etats-Unis sur l'avenir du Moyen Orient, étant certain qu'il en sortirait vainqueur. Durant près d'un quart de siècle, la République islamique a essayé de changer le statu quo de la région, alors que les Américains cherchaient à le préserver. Si demain un nouveau Moyen-Orient émergerait du « chaos » irakien, toute la question sera de savoir s'ils sera modelé par l'Amérique ou par la République islamique d'Iran. Aujourd'hui les Chinois ont parfaitement compris l'excellence de cette carte iranienne et concentrent depuis quelques temps toute leur stratégie, dite de « développement pacifique » sur l'Iran considéré comme un instrument géopolitique majeur de Pékin.

### **Le temps des autres alliances : la carte saoudienne**

Le Prophète de l'Islam Mohammed a dit une phrase célèbre : « pour ceux qui sont en quête de la connaissance, même la Chine n'est pas trop éloignée ». Depuis des siècles, Arabes et Chinois apprennent les uns des autres et l'histoire de leur longue amitié remonte aux temps les plus reculés. Les nations arabe et chinoise ont une longue histoire, elles ont créé des civilisations brillantes et originales. L'histoire des relations contemporaines sino-arabes, démarre à partir 1950, quand les Chinois décident de nouer des liens et des relations diplomatiques affirmés avec le monde arabe. Qu'en est-il du rapprochement entre la Chine et l'Arabie saoudite, premier producteur de pétrole au monde ?

Depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays en 1990, le développement des liens diplomatiques, économiques, commerciales voire stratégiques s'est considérablement accru.

Depuis 2001, l'Arabie saoudite a subtilement réorientée sa stratégie pétrolière et ses investissements vers l'Asie, aussi un partenariat stratégique sino-saoudien a pris

place aux côtés du partenariat stratégique saoudi-états-uniens mis à mal par les attentats du 11 septembre. Ce n'est pas un hasard si le premier voyage officiel du Roi Abudallah depuis son accession au trône (août 2005) a eu pour destination l'Asie avec une première escale à Pékin le 22 janvier 2007. Plusieurs accords bilatéraux, économiques et politiques y ont été signés.

Sur le plan politique, les deux pays ont mené des consultations étroites et ont coordonné activement leurs positions sur beaucoup de questions internationales et régionales, en tête desquelles, le conflit israélo-palestinien et l'avenir de l'Irak.

Sur le plan économique, le volume du commerce bilatéral a enregistré une croissance annuelle de 41 % de 2001 à 2005. Au cours des deux premiers mois de 2006, le volume du commerce bilatéral s'élève désormais à 2,7 milliards de dollars, soit une hausse de 43 % par rapport à la même période de l'année précédente. Ainsi, la Chine est devenue le quatrième importateur des produits saoudiens et l'Arabie Saoudite, la cinquième destination des exportations chinoises. Dans le secteur énergétique, la coopération bilatérale est encore plus remarquable sur la base de bénéfice mutuel. Plusieurs accords ont été conclus dans des projets pétroliers, la production de ciment, les télécommunications ou encore la construction d'infrastructures.

L'importance de ce pays pour l'énergie pétrolière n'est plus à démontrer. Non seulement il est le premier producteur et exportateur de brut, mais il est également le seul fournisseur à disposer d'une importante capacité en réserve, qui lui permet d'accroître rapidement sa production en cas de crise. Cette particularité a été par exemple d'une importance décisive en 1990, lorsque l'Irak a envahi le Koweït faisant disparaître la production des deux pays du marché. En relevant quasi instantanément la sienne, l'Arabie Saoudite a prévenu à elle toute seule une nouvelle crise pétrolière comparable à celles qui ont suivi l'embargo arabe de 1973-1974 et la révolution iranienne de 1979-1980. Etant donné cette capacité unique à augmenter sa production si besoin est ainsi en un temps record, l'Arabie saoudite a longtemps été perçue aux Etats-Unis comme un élément clé de sa sécurité énergétique. La Chine a bien saisi l'importance stratégique de l'Arabie saoudite, et s'est lancée dans une politique de rapprochement tout azimut avec le royaume saoudien.

Ceci laisse entrevoir non seulement un partenariat énergétique mais aussi un dialogue entre deux cultures plusieurs fois millénaires qui ont marqué l'humanité. Assiste-t-on à une nouvelle ère d'alliance et de changement stratégique dans la po-

litique étrangère du Royaume ? Beaucoup d'indicateurs laissent penser que c'est probablement le cas. En effet, depuis 1990, date de rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, la Chine n'a eu de cesse de cultiver ses relations avec le royaume saoudien, devenu ainsi son premier partenaire commercial au Moyen-Orient, le commerce bilatéral ayant représenté 15 milliards de dollars en 2005, contre 10 en 2002, et devant atteindre 20 milliards de dollars en 2010.

En outre le pétrole saoudien représente aujourd'hui 17 % des importations chinoises, la signature d'un accord pétrolier déjà qualifié de « partenariat stratégique » en 1999. Dès 2002, le royaume est devenu le premier fournisseur étranger de pétrole brut à la Chine et le premier fournisseur de produits pétrochimiques pour l'industrie textile chinoise, y remplaçant même la Corée du Sud et les autres fournisseurs asiatiques.

En septembre 2004, les deux pays franchissaient un nouveau pas dans une coopération encore plus approfondie par un rapprochement encore plus significatif sur des questions internationales et régionales notamment autour de la question centrale représentée par le conflit israélo-palestinien. La Chine est en effet un appui important pour le Royaume, tous les deux exigent le retour à la légalité internationale et au principe de la terre contre la paix pour une solution juste et durable du conflit. La Chine a même organisé en décembre 2006 à Pékin, un séminaire sur la question israélo-palestinienne, qui faisait suite à d'innombrables visites des responsables chinois au Moyen-Orient. Pékin qui se désintéresse des interdits antidémocratiques, anti-Palestiniens et anti-Hamas, formulés par le bloc euro-atlantiste, principe résiduel d'une prétendue « communauté internationale », parle à tout le monde y compris au Hamas et au Hezbollah, a même désigné un ambassadeur spécialement chargé de la question palestinienne (Wang Shijie).

La position de la diplomatie chinoise fondée sur les principes du droit et de la légalité internationale, issue d'une longue réflexion et d'une longue histoire qui dictent l'attitude de la Chine tout aussi inflexible dans le dossier palestinien, mais aussi de l'Irak, de l'Iran ou même du Soudan. C'est cette stratégie à la chinoise à la fois souple et tenace qui constitue aujourd'hui à la fois un appui à la diplomatie saoudienne et le fil d'Ariane de l'émancipation du peuple palestinien martyrisé dans sa longue marche pour recouvrir sa liberté et sa souveraineté.

Néanmoins, ce rapprochement spectaculaire sino-saoudien ne veut pas dire pour autant une rupture avec les Etats-Unis. De son côté la Chine avance patiemment et ne veut pas trop défier les Etats-Unis, comme le rappelait le professeur de relations internationales à l'Université de Pékin, Shi Yinhong : « la Chine sera très prudente et n'achètera pas de champs de pétrole en Arabie saoudite. Cela serait trop sensible pour les Etats-Unis ».

De leur côté les Saoudiens qui veulent développer une présence très forte en Chine, à la hauteur du potentiel illimité du marché chinois, ne veulent pas pour autant rompre avec les Etats-Unis, comme l'a observé Chen Fengying de l'institut chinois des relations internationales contemporaines, « les Etats-Unis et l'Arabie saoudite ont noué une relation spéciale et quelle que soit l'amélioration des relations avec l'Inde ou la Chine, elle ne rompra pas ce lien particulier ». Néanmoins il ne fait aucun doute que la volonté saoudienne de sortir du carcan unilatéral et mono culturel de sa relation avec les Etats-Unis comme le relevait un officiel indien : « le fil conducteur fondamental semble être le désir saoudien de sortir d'une situation mono-culturelle dans la quelle ils ont un grand ami, un grand produit, et où ils se fondent sur une grande idée, l'idée islamique... Ils chercheront à fonder une diplomatie plus étendue ».

En somme à la différence des Etats-Unis, qui se font plus pressants envers le Royaume depuis les événements de septembre 2001 avec des sujets que Riyad trouve dangereux (la lutte contre le terrorisme conduite par les américains mettant en cause directement des officiels saoudiens, les droits de l'homme, droit des femmes et encore la liberté religieuse), ni la Chine ni même l'Inde ne veulent imposer la démocratie en Arabie saoudite.

### **La position chinoise sur la question palestinienne**

La diplomatie chinoise comme on a pu le vérifier tout au long de cette étude, est de plus en plus active. Si sa priorité reste le soutien à la croissance économique du pays, elle revêt progressivement une dimension globale. Nation la plus peuplée de la planète, membre du Conseil de sécurité, puissance nucléaire et sixième puissance mondiale en terme de revenu, la Chine s'affirme également comme un partenaire majeur pour relever les grands défis du monde contemporain en tête desquels le conflit israélo-palestinien. Se présentant comme une puissance en développement,

elle s'affiche désormais comme un porte-parole du Tiers-monde même si elle privilégie aujourd'hui plus qu'hier une approche moins idéologique et plus économique de ses relations étrangères. En somme la Chine est entrée dans une nouvelle phase de sa diplomatie. Comment donc se conduit la politique palestinienne de la Chine ? Autour de quels éléments s'articule-elle ?

Plus de soixante ans après la création de l'Etat hébreu, le conflit israélo-palestinien alimente encore aujourd'hui et probablement encore pour des décennies, l'idée qu'une guerre de civilisation serait inévitable. Comment Pékin considère la question palestinienne hier et aujourd'hui ?

La première remarque qui s'impose, c'est que Pékin a toujours soutenu la cause palestinienne. Déjà en 1948, le pouvoir de Tchang-Kaï-Tchek, réfugié à Taiwan qui représentait la Chine à l'ONU, n'a ni armé ni encouragé la création de l'Etat d'Israël en 1948, contrairement à l'URSS de l'époque qui s'est empressée de reconnaître l'Etat israélien naissant. C'est un élément important pour bien comprendre la position constante de la Chine qui se présentait déjà en 1948 comme le pays disposant du pouvoir de la guérilla, le pouvoir des maquis et donc le soutien indéfectible des mouvements de libération et des peuples opprimés à travers le monde.

C'est également en Chine dans les années 1960 et plus précisément dans des camps d'entraînement politico-militaire de l'Armée Populaire de Libération (APL) chinoise, ainsi qu'au Vietnam son allié, qu'ont été accueillis, formés et entraînés à la stratégie de « guerre populaire prolongée » (GPP) les premiers combattants palestiniens du Fatah (4) et de sa branche armée Al Assifa (5) et en premier Abu Jihad. En cette période, les Frères musulmans, d'où allaient naître plus tard, le Hamas (6), étaient contre la résistance armée, contre la lutte violente, qu'ils jugeaient étroitement « nationaliste », « militariste » et « aventuriste » un peu comme l'extrême gauche antimilitariste, pacifiste, trotskiste et anarchiste, qui en France pendant la guerre de libération, détournait les travailleurs de la lutte armée contre le nazisme jugée comme « nationaliste », « militariste » et « sans espoir ».

Pékin a aussi toujours apporté son soutien très prononcé à la stratégie également utilisée au Vietnam appelée « combattre-négocier-combattre ». Au travers d'une diplomatie, pro-arabe et pro-palestinienne, Pékin a aussi soutenu et encouragé le rassemblement de toutes les composantes de la résistance palestinienne au sein de l'OLP (Organisation de la Libération de la Palestine) représentant légal du peuple

palestinien. La Chine a permis à l'OLP d'obtenir sa reconnaissance internationale diplomatique et politique, notamment de faire admettre la justesse de la cause palestinienne et la stratégie de lutte de libération nationale par étapes. Rappelons que la Chine a été le premier pays à reconnaître l'OLP et le premier pays à ouvrir un bureau de représentation pour l'OLP à Pékin. Elle a même accrédité un ambassadeur palestinien à Pékin, et après l'instauration de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie et à Gaza, un bureau de représentation à Gaza au niveau des ambassadeurs.

Cette stratégie passe par l'édification d'un Etat palestinien provisoire sur la moindre parcelle libérée du territoire palestinien occupé, comme l'a fait le Vietnam dans sa lutte contre la présence américaine et qui a amené le pays vers l'indépendance. Cette stratégie de lutte doit servir de base pour les prochaines phases de la lutte politique, par l'introduction du droit au retour des millions de palestiniens (7) à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Palestine, ces rescapés de l'épuration ethnique de 1947-1948, pour une égalité complète, dans le cadre d'un Etat qui quel que soit son nom ne saurait être créé sur une base archaïque, ethnique et encore moins religieuse. Cette stratégie à la chinoise, devrait à terme, si le processus de lutte politique se poursuit mener à la réunification de toute la Palestine, comme Etat souverain et démocratique.

Pékin mène donc une stratégie à la manière chinoise comme pour le cas de l'Iran et de l'Arabie saoudite, à la fois souple et tenace qui constitue encore aujourd'hui le fil d'Ariane de l'émancipation du peuple martyrisé de la Palestine historique, dans sa langue marche pour sortir victorieux et libre, de disposer de son avenir sur ses terres et ce n'est que justice. En somme la Chine se présente comme l'espoir de la Palestine de demain, libre et indépendante.

La Chine favorise une solution pacifique donc politique du conflit israélo-palestinien par le biais du dialogue basé sur les résolutions de l'ONU notamment la 242 et 338 et sur le principe de «terre pour la paix» dans le but de réaliser une coexistence pacifique des deux pays et des deux peuples. Ce pourquoi la Chine contrairement aux Etats-Unis et à l'Europe, discute avec toutes les parties censées peser sur ce dialogue notamment avec le mouvement Hamas aujourd'hui boycotté par l'ensemble du monde dit libre, principalement par les Etats-Unis et les pays européens.

## **Les liens de Pékin avec le mouvement Hamas**

La Chine a bien compris l'intérêt qu'elle a de garder des liens avec toutes les factions palestiniennes. C'est avec le concours de la Chine qu'il ya eu, à un moment donné une réunification de toutes les composantes de la lutte contre l'occupation au sein de l'OLP et sous l'effet de la pression chinoise que le Hamas s'apprêtait à évoluer bon gré mal gré.

Oui, le Hamas était sur le point d'évoluer dans le bon sens, en maintenant certes la lutte armée somme toute légitime contre une occupation féroce utilisant une force excessive et disproportionnée, voulant mettre à genoux un peuple qui résiste par ses petits moyens. Le Hamas n'a-t-il pas observé le principe d'une trêve de longue durée et était même sur le point de reconnaître l'Etat d'Israël et d'admettre définitivement son droit à l'existence, cela n'a pas empêché Israël de continuer la liquidation physique des responsables palestiniens, ce qui relève, du point de vue du droit international, d'un crime..

Seulement le monde prétendument libre et démocrate en a décidé autrement. En effet, il y avait des élections libres en Palestine mais qui donnèrent le « mauvais résultat ». Immédiatement ce prétendu monde libre, réagissait en punissant le peuple palestinien dont le seul tort était de vivre un moment historique, celui d'avoir voté librement et en toute transparence, donnant ainsi une leçon de démocratie au monde arabe et notamment à ses voisins dont on connaît leur penchant pour la démocratie. Le peuple palestinien était puni durement parce qu'il a voté d'une mauvaise manière dans des élections régulières et libres, et cela était parfaitement normale en Occident. Cela traduit une haine profonde et du mépris pour la démocratie parmi les élites occidentales. Autrement comment expliquer cette hostilité la plus forte de sa jeune histoire dont a fait l'objet l'Autorité palestinienne depuis l'élection triomphante du Hamas lors des élections législatives de 2006.

Tous les prétextes son bons comme celui qui consiste à répéter inlassablement que le Hamas doit par exemple reconnaître Israël, qu'il doit mettre fin à la violence ou encore qu'il doit accepter les accords passés. Autrement dit, l'on demande au Hamas de cesser d'être le Hamas et à peu de choses près d'échanger son programme contre celui du Fatah. Ces exigences ne relèvent pas d'une stratégie réfléchie, car elle s'appuie sur une illusion, celle qui voudrait que les Palestiniens n'aient plébiscité le mouvement Hamas que parce qu'ils voulaient chasser un pouvoir palesti-

nien corrompu. En revanche, on ne trouvera aucune mention du fait qu'Israël et les États-Unis rejettent chacune de ses trois exigences. En effet, si Israël a accepté formellement la feuille de route, il lui a ajouté 14 réserves qui ont vidé de toute substance. C'est de notoriété publique, on n'a jamais une mention de divers dysfonctionnements.

On peut en dire autant pour la proposition de la ligue arabe lors du sommet de Beyrouth qui n'a jamais eu la moindre chance d'être adoptée par le camp israélo-américain. Mais le Hamas est censé devoir les accepter. Cela tout le monde en convient, n'a aucun sens. Le Hamas l'a expliqué longuement : il est un parti politique et les partis politiques ne reconnaissent pas les États. Il a observé une longue trêve pendant laquelle il était possible de négocier un règlement dans le cadre du consensus international et de la proposition de la Ligue arabe. C'est cette hypocrisie occidentale que critique Pékin. La Chine continue d'apporter son soutien à la cause palestinienne et notamment au Hamas avec qui elle discute et garde le contact.

La visite du dernier ministre des Affaires étrangères de l'ancien gouvernement palestinien issu des urnes, lors du Forum de coopération sino-arabe Mahmoud Zahar, témoigne du soutien qu'accorde l'Empire du milieu aux dirigeants du Hamas. La Chine est même la deuxième puissance du Conseil de sécurité de l'ONU à recevoir un émissaire du gouvernement dirigé par le Hamas après la Russie. Cette percée diplomatique chinoise en direction des Palestiniens et notamment du mouvement Hamas, a d'autant plus de poids qu'elle intervient à un moment où Pékin et Moscou sont sollicités par l'Europe et les États-Unis sur l'autre dossier chaud du Moyen-Orient : l'Iran et son dossier nucléaire.

La stratégie du Hamas consiste aujourd'hui à gagner du temps et à engranger les bénéfices de son éclatante victoire même après la dissolution du gouvernement dirigé par le premier ministre Haniya issu du mouvement Hamas. Il est en passe de contourner la manœuvre d'isolement diplomatique dont il fait l'objet, orchestré par l'Europe et les États-Unis. Dans le monde arabe, en Russie et surtout en Chine, le Hamas trouve des interlocuteurs attentifs. Bientôt sur cette question, ce sera l'Occident qui se sera de lui même isolé faute d'avoir eu l'audace de remettre à plat une politique définie dans des circonstances qui n'ont plus cours.

De son côté, Pékin continue de favoriser le dialogue avec toutes les composantes palestiniennes sans aucune distinction, et cherche à créer un environnement inter-

national notamment dans cette région si instable. Il s'agit de favoriser la poursuite de son développement national et d'affirmer son rôle central sur l'environnement régional.

Ce sont ces facteurs qui influencent aujourd'hui l'élaboration de la politique chinoise par rapport au Moyen-Orient et notamment par rapport à la question palestinienne. Au moment où les Etats-Unis, Israël et l'Europe cherchent à diaboliser le mouvement Hamas, la Chine continue à dessiner sa stratégie vis-à-vis de l'Autorité palestinienne qui ne veut éliminer aucune faction palestinienne, au contraire qui cherche comme elle l'a toujours fait à les réunifier autour d'un seul et même objectif : la création d'un Etat palestinien viable et durable.

La Chine souhaite que la question palestinienne trouve sa solution dans le cadre de la légalité et le droit international pour que la région retrouve enfin de la stabilité, combien nécessaire à la poursuite du développement de l'Empire du milieu. Aussi elle refuse de ne voir le Moyen-Orient qu'à travers le prisme de l'islamisme au risque d'avoir une image grossièrement déformée qui alimenterait les incompréhensions et par conséquent les risques de conflit et d'instabilité dans cette région si névralgique pour l'économie mondiale.

C'est au Moyen-Orient au sens large du terme que culmine la tension entre l'idéologie et les intérêts.

Enjeux pétroliers majeurs, course aux armements, instabilité politique, guerres civiles larvées, une solution qui semble s'éloigner chaque jour un peu plus du conflit israélo-palestinien. Jeux des puissances, crise de légitimité du droit international : telle est la situation aujourd'hui au Moyen-Orient. La Chine semble chercher sa place inlassablement et veut peser de tout son poids sur le devenir de cette région. A titre d'exemple, le duel Iran/Etats-Unis pourrait être la préfiguration de la guerre sino-américaine du XXI<sup>e</sup> siècle, même si Pékin se défend et refuse ce scénario. La Chine mène à ne point douter un expansionnisme et diverses influences tranquilles dans la région. Elle se trouve aujourd'hui en compétition avec les Etats-Unis pour accéder à des ressources potentiellement immenses (hydrocarbures et plus généralement matières premières), ce pourquoi l'Amérique mettra tout en œuvre pour circonscrire le rôle grandissant de la Chine dans son éventuelle course visant la contestation de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis dans la région. De ce point de vue l'Irak n'est peut être que le début, la première pièce sur l'échiquier de l'in-

terventionnisme américain dans un continent où se jouera à coup sûr l'avenir du XXI<sup>e</sup> siècle.

\* Chercheur à l'Université de Paris XII - Val-de-Marne et vice-président du Centre d'Études et de Recherches Stratégiques du Monde Arabe – Paris.

## Notes

---

1. Les efforts de pénétration de la Chine en Afrique remontent aux années 1960 et donc à l'époque de Mao Zedong. Ils prennent aujourd'hui toute leur signification. Après sa visite en Arabie saoudite, le président chinois HU s'est rendu en Afrique avec une étape très remarquée au Nigeria. Dans un discours prononcé devant l'Assemblée nationale nigérienne, HU a réclamé la mise en place d'un «partenariat stratégique» entre la Chine et l'Afrique. La compagnie pétrolière chinoise CNOOC, a payé environ 3 milliards de dollars pour l'achat de 45 % des parts d'une concession pétrolière au Nigéria dont la production est censée démarrer en 2008. De son côté le Nigéria s'est engagé en 2006 à fournir à la Chine 30.000 barils de pétrole par jour durant cinq ans, contrat évalué à 800 millions de dollars. Le pétrole était également à l'ordre du jour de la visite du président chinois au Kenya. Un accord a été signé sur des licences pour l'entreprise CNOOC permettant la prospection du pétrole dans six blocs pétroliers au large des côtes kenyanes. Ces accords de la Chine avec le Nigéria, le Kenya et d'autres pays africains représentent un défi direct aux compagnies américaines et européennes qui exercent traditionnellement leur domination sur le pétrole de ce continent.

La stratégie de la Chine est simple : elle consiste à proposer des projets d'infrastructures aux pays africains riches en ressources naturelles, pour faciliter et recevoir en retour des exportations de matières premières vers la Chine. Elle se situe aujourd'hui au sixième rang de l'ingénierie. Dans certains cas la Chine a même financé et armé des régimes tels que celui du Soudan et du Zimbabwe dans le but de protéger ses intérêts en matières de ressources naturelles.

2. Les Etats-Unis ont une position hégémonique. Ils sont le premier consommateur (26 % de la consommation mondiale), majoritairement importateurs, producteurs en déclin et détenteurs de la puissance militaire mondiale; leur concurrent le plus sérieux à l'horizon 2020-2025 en matière de consommation, donc comme importateur, est la Chine, actuellement quatrième consommatrice mondiale (6 %).
3. L'Organisation est essentiellement un instrument sino-russe pour contrer la présence des Etats-Unis en Asie centrale. De surcroît l'Asie centrale représente une menace importante pour l'Iran dans ses calculs de sécurité, ainsi Téhéran préfère que la Chine et la Russie exercent un rôle plus important dans la région que celui des Etats-Unis.

4. Le Fatah est une organisation politique et militaire palestinienne, fondée par Yasser Arafat au Koweït en 1959. Fatah est l'acronyme inversé partiel de «harakat-ut-tahrir il-falastiniyy» Mouvement National Palestinien de Libération. Il faut rappeler que la politique de l'acronyme en général et de l'acronyme inversé en particulier est très rare en arabe. La dénomination Fatah a été délibérément choisie en raison du rapprochement avec le mot «fath» « conquête en arabe» référence aux premières conquêtes arabo-musulmanes. Ce principe de l'acronyme a été également repris par le mouvement palestinien Hamas.
5. Branche armée du mouvement Fatah qui signifie « tempête» en arabe.
6. Mouvement créé en 1987 par le Cheikh Yacine dans la bande de Gaza, comme la branche autonome des Frères musulmans d'Égypte. Ce mouvement est né des frustrations palestiniennes en l'absence de perspectives politiques du règlement du conflit israélo-palestinien. Hamas est l'acronyme de «harakat-al-muqawama al-islamiya», Mouvement de la résistance islamique. Ce mouvement dispose d'une branche armée «Kataeib al Kassam» Brigades al Kassem.
7. Il y a actuellement sur 7,9 millions de Palestiniens recensés dans le monde, plus de 3 millions de réfugiés (dont 250.000 en Israël même). On a là sans aucun doute un exemple unique d'un aussi grand nombre de personnes empêchées depuis plus de cinquante ans, à l'exception d'une minorité infime, de rentrer chez elles. La moitié de ces réfugiés vivent aujourd'hui notamment en Égypte, au Liban et en Syrie dans des camps et dans des conditions de grand dénuement. Israël refuse catégoriquement le droit de retour de ces Palestiniens, droit consacré par le droit international et la résolution 182 des Nations unies. Quant à l'Autorité palestinienne, elle s'est totalement alignée sur la stratégie-israélo-américaine dans la région.